

UNIVERSITE D'ETE D'ALBI

30 AOUT 1989

INTERVENTION DE PIERRE MAUROY

Mes Chers Camarades,

Vos débats ont été denses et vivants. Il faut en féliciter l'ensemble des organisateurs de cette université d'Eté des Jeunes Socialistes.

Clôturer de telles journées m'expose donc au risque de redire, ce qui est assez banal chez les socialistes, ou de contredire ce qui ne l'est pas moins.

Le Secrétariat National à la Jeunesse n'a pas souhaité en cette période figer la discussion autour de thèmes spécialisés. J'utiliserai donc à mon tour cette carte blanche à la réflexion.



PARTI SOCIALISTE

Premier Secrétaire

Dans quelques jours avec le Comité Directeur sur les contributions nous aborderons le vif du débat de la préparation de notre Congrès.

Est-il utile que je souligne l'importance de cette échéance ? Importance liée à la période, alors que s'ouvre le deuxième septennat de François Mitterrand. Importance due aux transformations immenses que nous vivons, au plan international, politique, scientifique. Importance enfin dans l'histoire de notre parti, désormais force prépondérante de la vie politique française.

Le Congrès de Rennes sera tout à la fois un Congrès ordinaire et un Congrès extraordinaire. Il mêle donc des enjeux de pouvoir et un débat d'idées. Il n'y a pas lieu de s'en offusquer. Encore faut-il que la vivacité de ces enjeux de pouvoir ne suscite pas la morosité du débat d'idées et que le choc des ambitions n'entraîne pas le flop du renouveau.

J'ai voulu faciliter cette approche en me tenant en tant que Premier Secrétaire à l'écart de la phase des contributions. Il m'était difficile d'inciter les militants à ces débats, en coiffant aussitôt leur réflexion d'une contribution qui aurait été celle du Premier Secrétaire.

Un nombre significatif de militants a d'ores et déjà répondu à cet appel. Certaines lettres ont la qualité et la sincérité qui manqueront peut être un peu aux contributions à venir. Ces correspondances garderont le caractère d'un témoignage puisque une disposition à mon sens regrettable de nos statuts interdit aux militants de déposer individuellement des contributions. Néanmoins j'en assurerai la publication sous la forme d'une brochure lors du Comité Directeur du 7 octobre.

Fidèle à cette ligne de conduite j'interviendrai aujourd'hui plus sur les enjeux que sur le fond de nos débats. Le Congrès de Rennes ne sera un succès que s'il permet de mieux affirmer le sens de notre action, d'ouvrir des

perspectives nouvelles de réformes, de donner un nouvel élan au Parti. Des valeurs, un projet, un Parti, tels sont les trois thèmes que je souhaite évoquer devant vous.

* *

*

Le Congrès de Rennes sera d'abord un Congrès idéologique. Les Socialistes sont-ils à la hauteur des changements dont nous sommes les témoins ? Le Socialisme constitue-t-il encore une réponse aux grandes questions du temps présent ?

On peut toujours retarder ce type de débat. On peut juger que ce n'est pas le moment, qu'il y a mieux à faire et renvoyer le débat idéologique à une prochaine échéance. Certains le disent. D'autres le pensent et se taisent. D'autres enfin, tout en réclamant fortement le débat idéologique, ne le mènent que pour leur compte, et le limitent en définitive à une commodité de conquête du pouvoir.

Ils ont tort. Et nous aurions tort de les suivre. Le Socialisme à toujours su se renouveler. Son histoire est celle d'une adaptation permanente, du mouvement ouvrier du début du siècle imprégné de l'utopie du socialisme municipal, des grandes réformes accomplies dans un temps exceptionnellement court à la conquête de la durée qui restera la marque des septennats de François Mitterrand.

Serons-nous en reste par rapport à cette histoire ? Le mouvement du monde donne aujourd'hui raison aux Socialistes. Raison aux Socialistes dans le grand débat qui les opposait aux Communistes. L'évolution que connaît aujourd'hui la Pologne en constitue le plus extraordinaire témoignage. La crispation Chinoise en souligne la sanglante cruauté. Encore devons-nous nous aviser de la formidable bataille idéologique que la péréstroïka va susciter dans le monde occidental et peut être le Tiers-Monde. Le capitalisme au travers de l'économie de marché retrouvée va tenter de plaquer son modèle idéologique sur les sociétés de l'Est. Qu'avons nous en tant que Socialistes à

proposer comme alternative ? Quel modèle universel sommes-nous capables d'élaborer ?

Raison aux Socialistes dans leur analyse de la crise. Nous recevons sans doute trop communément l'idée que la crise économique serait derrière nous. Non la crise n'est pas finie. Certes l'expansion a repris, celle des marges des entreprises et des profits. Nous y avons contribué. Mais cette croissance n'est pas suffisamment créatrice d'emplois. Le modèle économique libéral est enrayé. Il ne parvient ni à endiguer la grande pauvreté, ni à susciter le plein emploi, ni à favoriser un partage mondial plus équitable. Ces 14 millions d'enfants morts du sous-développement chaque année, cela devrait tout de même nous hanter un peu plus !

Au moment où les milieux financiers parlent d'euphorie nous savons que cette apparence de retour à la prospérité du monde occidental a pour beaucoup un goût amer !

Il nous faut affirmer plus hautement que le Socialisme reste l'espoir du prochain siècle. Soyons conscients qu'il est l'enjeu d'aujourd'hui. Mes camarades il serait regrettable que nous désertions collectivement le terrain des valeurs. Il n'est pas vrai que modernité soit synonyme de déclin des idéologies. Et j'affirmerai pour ma part qu'à de multiples signes j'aperçois dans nos sociétés la volonté de dépasser la seule domination de l'argent que nous offre le libéralisme, pour se mettre en quête d'une recherche plus générale d'un sens supérieur du progrès, et donc de la vie.

Si nous ne prêtons attention à ce mouvement, si nous ne lui offrons pas nos propres valeurs, il peut se pervertir dans la fausse voie de l'intégrisme, du fondamentalisme ou du retour à un conservatisme moral étroit.

Aux Etats-Unis, c'est l'avortement que l'on remet en cause au nom du retour à un prétendu ordre moral.

Au Moyen-Orient, c'est la religion qui est détournée dans un fanatisme qui nous ramène au pire obscurantisme.

Nous n'avons pas à accepter que le courant des idées se déplace de cette façon vers le conservatisme. Pendant 20 ans nous avons accompagné une évolution de libéralisation des moeurs et des comportements. parce qu'elle allait dans le sens des libertés. Mais aujourd'hui ? Aujourd'hui, il faut persévérer.

Trop souvent nous nous taisons. Le souci principal de transformation de la société ne peut être subordonné à l'audimat ou aux conclusions des instituts de sondages. N'attendons-nous pas trop souvent de l'opinion qu'elle réclame les réformes plutôt que de les susciter nous-mêmes ? Curieuse auto-censure qui nous a conduit à différer de six mois l'abrogation de la loi Pasqua. Curieux alibi qui nous ferait repousser à date indéterminée le droit de vote des étrangers, que pourtant nous souhaitons

intégrer, à des élections locales qui les concernent. Curieux sentiment de crainte qui nous cantonne à la langue de bois lorsque nous parlons de l'immigration, alors même que nous savons que les évolutions démographiques des décennies à venir impliqueront de nouveaux brassages de populations.

Que notre socialisme doive évoluer c'est un fait. J'ai moi-même souhaité que le Congrès idéologique rénove notre déclaration de principes. Mais une nouvelle expression de nos valeurs n'est pas obligatoirement un reniement. Laisserons-nous entendre que par notre silence que le mythe du gagnant individuel l'emporte désormais sur le souci d'égaliser les chances de chacun au sein de la collectivité. Laisserons-nous entendre par notre silence que la laïcité pourtant si indispensable au fonctionnement d'un Etat - l'intégrisme Khoméiniste en est le témoignage - n'est plus la condition même de la liberté des esprits ? Laisserons-nous entendre par notre silence que nous avons perdu confiance dans le rôle directeur de l'Etat pour la conduite de l'économie ? Laisserons-nous entendre que

nous sommes désormais indifférent aux valeurs de décentralisation ?

C'est sur le terrain d'une affirmation haute et claire de nos valeurs que nous contrerons l'offensive raciste du Front National. Une fois encore Monsieur Le Pen s'est oublié, l'outrage lui est venu à la bouche. Ira-t-il demain s'en excuser auprès d'une émission matinale destinée à orchestrer médiatiquement le remord ?

Le mal court. La société s'habitue à l'argumentation de l'extrême droite. Le Pen choque l'opinion. Il n'en consolide pas moins son électorat. Il nous attire dans un piège qui est de ne s'en prendre à lui que pour corriger ses excès de langage. Comme si le fond même de son discours n'était pas inacceptable, dangereux et pour tout dire fasciste.

*

*

*

Ainsi la vision politique ne peut se limiter à la gestion du quotidien. A l'échelle de l'histoire on ne gère pas une société, on la prépare à des mutations qui, si elles n'étaient pas assurées, ne pourraient se faire que dans le fracas et le bouleversement.

C'est pour celà que les idéologies sont nécessaires. Que certaines d'entre elles soient dangereuses n'enlève rien à l'utilité de la réflexion idéologique. Je ne comprends pas la bataille menée contre les idéologies. Il y a de bonnes et de mauvaises idéologies. Le XXème siècle aura été marqué par des idéologies particulièrement mauvaises.

Mais nier les idéologies, n'est-ce pas en définitive se résigner à ne voir dans le présent que le simple prolongement d'un passé pourtant révolu ? Notre volonté, à nous socialistes, doit être toute différente : il s'agit de penser le présent en ayant l'esprit tourné vers l'avenir car le pire des aveuglements serait en fait de nous priver de l'utopie.

Aujourd'hui, la situation est certes en voie d'amélioration. Mais ne faisons pas aujourd'hui comme si la crise était finie. 10 % de la population active au chômage pour 20 ans au moins est-ce acceptable ? Le retour à la croissance n'a pas signifié le retour à l'amélioration de l'emploi. Une action énergique est nécessaire contre ce qui restera un fléau si nous ne mobilisons pas l'ensemble des moyens pour le combattre.

Mais il serait vain et d'ailleurs économiquement dangereux d'opposer emploi et pouvoir d'achat. Faute d'une réelle politique des revenus nous ne savons aujourd'hui réguler la masse salariale que par le biais des rémunérations de la Fonction Publique. Le résultat est que les fonctionnaires ont durement reçu le choc de la rigueur prolongée par la philosophie anti-étatique du gouvernement Chirac.

Il y a quelque paradoxe à parler aujourd'hui de renouveau du service public. Ce renouveau est largement accompli. Le niveau de recrutement des fonctionnaires a nettement progressé. L'affaire des gendarmes est venue l'illustrer : c'était le même corps de fonctionnaires, ce n'était plus les mêmes hommes, plus urbains, plus diplômés. Les missions elles-mêmes ont évolué. Faut-il mettre en cause le statut de la fonction publique ou la lucidité des gouvernants d'il y a 15 ans n'ont pas vu s'accomplir la mutation.

Depuis des années on parle à chaque rentrée d'automne chaud. Et l'on constate d'ailleurs l'existence de conflits souvent hors normes. Le modèle d'arbitrage entre groupes sociaux a terriblement vieilli. La redistribution va souvent à rebours comme l'a indiqué de façon provocante mais opportunément Alain Minc. La fiscalité tourne à l'envers et si nous n'y prenons pas garde elle jouera au détriment des groupes sociaux que nous voudrions favoriser.

Sortir de cette contradiction nous impose d'engager une réforme fiscale d'ensemble. Trop de revenus échappent à l'impôt. La part des fiscalités indirectes est trop élevée. La fiscalité locale vieillote. Ceux qui prennent des risques sont pénalisés. Le modèle fiscal est desséchant car il ne favorise pas suffisamment l'initiative.

Evidemment il ne s'agit pas là d'un problème technique. Toute réforme fiscale s'appuie sur une analyse des groupes dont nous souhaitons améliorer le sort. Aucune réforme n'est neutre. Mais mes chers camarades il est inutile de parler de partage ou de transformation de la société si nous ne sommes pas décidés à nous attaquer au coeur du système d'injustice. Et dans ce cas nous n'aurons d'autre possibilité que de corriger au mieux les injustices foncières du système.

Je sais qu'une réforme fiscale est toujours un cadeau empoisonné pour un gouvernement. Mais nous disposons du

temps. Nous avons aussi la détermination. Et pourquoi ne pas profiter du cadre du plan pour mener à bien la réforme la plus indispensable de la prochaine décennie.

Il nous faut aussi aller vers une pratique plus contractuelle de la décision publique. Il ne sert à rien de s'interroger sur une réunification syndicale avant de nous interroger sur l'espace dont dispose ces organisations. Moi je n'ai jamais eu pour soucis de supprimer la Charte d'Amiens. D'autant qu'on s'illusionne en définissant prioritairement la social-démocratie par rapport à un relais syndical aujourd'hui bien ténu. Mais il n'en reste pas moins que l'on ne fera pas de social sans une large concertation.

Il nous faudra aussi aller plus loin dans la réflexion sur l'entreprise.

N'attendons pas du seul gouvernement qu'il façonne à lui seul ces réformes. A nous d'ouvrir la voie, de préparer le

terrain, de définir les objectifs de moyen et de long termes qui correspond à notre ambition de socialistes.

* *

*

Il nous faut pour cela un grand parti. La France héritière du Gaullisme accepte encore mal la notion de parti. Le Parti est pourtant la condition même de la démocratie. Lui seul permet à un système parlementaire de fonctionner. Sans les partis la décision relèverait des seuls cénacles d'experts ou du gouvernement des juges. Seule l'action du Parti permet d'associer les citoyens et d'assurer le contrôle populaire.

J'entends bien que le Parti Socialiste reste encore imparfait. Je ne suis pas insensible aux critiques des militants. Elles rejoignent d'ailleurs des aspirations que je ressentais. Elles devront trouver leur expression au prochain Congrès.

Jamais en France un Parti n'a représenté comme nous l'électorat dans sa grande diversité. Ceci ne suffit pas à faire de nous le Parti dominant de la vie politique française. Cela suffit cependant à nous donner la prépondérance dans le débat d'idées. A la condition que nous sachions le mener et l'animer.

Un Parti Socialiste tel que nous l'entendons est un Parti organisé qui ne limite pas ses débats aux seuls enjeux électoraux. Le vertige présidentiel qui s'est emparé de la société politique toute entière comporte des dangers graves. Et plus particulièrement pour nous. Lier l'existence du Parti à l'enjeu présidentiel, c'est se transformer en convention à l'américaine. Et encourir le risque de faire peser l'échec d'un candidat sur l'ensemble du Parti.

Le Parti Socialiste tel que nous l'entendons est un Parti de masse. Il n'est pas normal que nous soyons en recrutement inférieur à nos partenaires européens. S'agit-il

pour autant de transformer par quelques tours de passe-passe nos sympathisants en adhérents ? Je ne le crois pas. Le véritable enjeu, c'est d'être attractif. Etre un parti de masse, cela ne se décrète pas mais se mérite. Et si actuellement nous avons le sentiment de perdre quelque peu notre substance, soyons convaincus que la faute en revient à nous seuls.

Le Parti Socialiste tel que nous l'entendons est un Parti démocratique.

Pas plus qu'il n'existe de succès sans dynamique, il n'existe de dynamique sans moteur. Si nous voulons donner à notre parti un nouvel élan, sachons d'abord le renouveler dans son organisation.

J'aime bien le mot rénovation. Je l'aimerai d'autant plus qu'il aura un contenu. Ce n'était pas le cas à droite. Mais qu'en sera-t-il chez les socialistes ? Eh bien, on verra !

Le confort de la durée dans l'exercice du pouvoir, une certaine routine rassurante, vont-ils nous endormir ?

Non, bien sûr. Le plus grand risque serait de ne pas prendre le risque de l'évolution et du renouvellement.

Evoluer, se renouveler, ce devrait être surtout s'ouvrir davantage.

S'ouvrir davantage aux militants, qui expriment un malaise profond. D'accord, nous disent-ils, pour coller, distribuer. Mais militer, c'est aussi parler... et être entendu.

S'ouvrir davantage aussi à l'ensemble des forces de gauche, peut-être en réactivant sous une forme à déterminer le Conseil National de la Gauche.

S'ouvrir davantage encore au monde syndical et au milieu associatif, dans une relation équilibrée et enrichissante.

Ne confondons pas la fin et les moyens. Un parti organisé, un parti de masse, un parti démocratique, ne constitue pas une fin en soi, mais le moyen du renouveau nécessaire à l'action.

* *

*

Mes chers camarades,

Je n'ai pas voulu devant vous ce matin m'en tenir à un discours de circonstance. Il est facile d'essaimer les petites phrases. Il est commode de jouer le jeu de la petite politique au jour le jour.

J'ai voulu, tout au contraire, vous parler des enjeux d'un congrès qui devrait rester dans l'histoire de notre socialisme. Un congrès qui garantirait les valeurs du socialisme. Un congrès qui fixerait un projet pour une décennie. Un congrès qui donnerait un élan nouveau à notre parti.

ASSEMBLÉE NATIONALE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

PARIS, le

Nous avons tous une responsabilité dans cette démarche collective. C'est une responsabilité face à l'avenir. Ne parlons-nous pas trop souvent de ce qui est immédiat ? Le militantisme n'a pas de sens s'il n'est pas tourné vers l'avenir. Notre champ d'investigation doit être celui du moyen et du long terme.

Il y a 12 ans, la mise à feu d'une fusée interplanétaire propulsa un module d'observation vers Neptune, la planète la plus éloignée de notre système solaire. Je ne suis pas sûr que cet événement ait été mentionné par la presse. Pensez donc ! Un événement différé de 12 ans. Cela attire-t-il le regard ?

Cependant, 12 ans après, le satellite nous renvoie des images des points les plus inconnus de notre univers. Et voici qu'un pas immense est franchi dans notre connaissance de la vie.

ASSEMBLÉE NATIONALE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

PARIS, le

Ainsi Voyager 2 nous donne-t-il le sens de la durée, la conscience d'une autre hiérarchie des actes. Une volonté aujourd'hui, une énergie tournée vers l'avenir, une détermination sans impatience, il y avait sans doute tout cela dans l'esprit des chercheurs qui lancèrent l'engin.

Sachons, mes camarades, avoir l'ambition d'une longue patience.

Nous qui voulons transformer la société, penserions-nous à plus court terme ?

ASSEMBLÉE NATIONALE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

PARIS, le